

[Text]

Ms Greene: You are not doing anything, though, to get the public to bring forward cases?

Ms Alexander: No. We have not done anything publicly on that.

Mr. Halliday (Oxford): I am interested in a number of questions. One is your mandate. As the president also indicated, I think it is fairly broad and has too many aspects to it. What is lacking in your mandate that makes it necessary for the National Action Committee on the Status of Women to be so active, and so much in the limelight? What is lacking from your mandate that requires them to even exist?

Ms Simms: I think the National Action Committee on the Status of Women has to exist outside of what we do. They are an umbrella group of women's organizations, and we are not, so I see our role as distinct, really. We advise the government and do public education; they work with grassroots movements, and they have memberships, and so on, so it is a whole different structure.

They would see themselves as more of an advocacy group and I think we are more advisory, although there is a fine line between advising and advocacy. It is a fine line, but they are a whole different organization of grassroots women's groups. We have contacts with all those women's groups and we advise them and offer them public education, but we do not become involved with their day-to-day operation or ideology.

• 1025

Mr. Halliday: But do you listen to them?

Ms Simms: Yes. We definitely listen to them, and are trying to listen more and more to all the women's groups, through our yearly symposiums, the forums we put together, our publications and the communication network we are setting up. We definitely have to listen because, if we do not listen to women's groups, we cannot advise appropriately.

Mr. Halliday: When you listen to them, are they as uncouth and discourteous to you as they are to Members of Parliament when they come here?

Ms Simms: They know I do not govern them. Perhaps when I become part of the government, they will then challenge me.

Mr. Halliday: Do you think their funding should be increased? The funding of the National Action Committee on the Status of Women, for example.

Ms Simms: The government has not increased their funding as much—

Mr. Halliday: I am asking if you think that funding should be increased.

Ms Simms: I do not know. I think you are putting me in a very funny position in asking me to answer that. I do not think it is a fair question. If you want to meet with me privately, I could discuss that question with you.

[Translation]

Mme Greene: Vous ne faites cependant rien pour que le public fasse connaître des cas?

Mme Alexander: Non, nous n'avons rien fait publiquement à cet égard.

M. Halliday (Oxford): Il y a plusieurs questions qui m'intéressent. La première est votre mandat. Comme l'a indiqué votre présidente, je crois qu'il est assez vaste et qu'il comporte trop d'éléments. Que manque-t-il à votre mandat pour que le Comité canadien d'action sur la situation de la femme soit obligé d'être si actif et si présent? Que manque-t-il à votre mandat pour qu'un tel organisme doive exister?

Mme Simms: Je crois que le Comité canadien d'action sur la situation de la femme doit exister en-dehors de ce que nous faisons. Il s'agit d'une fédération de divers organismes féminins, ce que nous ne sommes pas, et j'estime donc que notre rôle est différent. Nous conseillons le gouvernement et nous éduquons le public; le Comité travaille avec les mouvements de la base, et leurs membres, etc.; il s'agit donc d'une structure tout à fait différente.

Il se considère davantage comme un groupe de pression et nous sommes plutôt un organisme de consultation, bien que la limite ne soit pas très claire entre la consultation et la défense. La limite est ténue, mais il s'agit d'une organisation tout à fait différente rassemblant des groupes féminins locaux. Nous avons des contacts avec tous ces groupes féminins et nous les conseillons, nous leur offrons des outils de développement mais nous ne participons pas à leurs activités quotidiennes et ne faisons pas nôtre leur idéologie.

M. Halliday: Les écoutez-vous?

Mme Simms: Oui. Nous les écoutons et nous essayons même d'écouter de plus en plus tous les groupes féminins, dans le cadre de nos symposiums annuels, des rencontres que nous organisons, grâce à nos publications et aux réseaux de communication que nous sommes en train d'établir. Il nous faut absolument les écouter car, si nous n'écoutons pas les groupes féminins, nous ne pouvons pas donner des conseils judicieux.

M. Halliday: Lorsque vous les écoutez, ces représentantes des groupes sont-elles aussi grossières et impolies avec vous qu'elles le sont avec les députés lorsqu'elles viennent ici?

Mme Simms: Elles savent que je n'ai pas de pouvoir sur elles. Peut-être que si je faisais partie du gouvernement, elles mettraient en doute ce que je dirais.

M. Halliday: Pensez-vous qu'il faille augmenter leur financement? Le financement du Comité canadien d'action sur la situation de la femme, par exemple.

Mme Simms: Le gouvernement n'a pas augmenté leur financement autant. . .

M. Halliday: Je vous demande si vous pensez qu'il faille augmenter leur financement.

Mme Simms: Je ne sais pas. Vous me placez dans une drôle de situation en me posant cette question. Je ne pense pas qu'elle soit juste. Si vous voulez me rencontrer en privé, je pourrais discuter de cette question avec vous.